



La police britannique arrête Julian Assange dans l'ambassade équatorienne

Par [Oscar Grenfell](#)

Mondialisation.ca, 13 avril 2019

[wsws.org](#) 11 avril 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#),
[L'Europe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Loi et Justice](#)

Julian Assange a été arrêté jeudi matin à l'ambassade d'Équateur à Londres

Jeudi matin, le régime du président équatorien Lenin Moreno a illégalement mis fin à l'asile politique de Julian Assange, invitant la police britannique à l'ambassade équatorienne de Londres pour l'arrêter.

Assange a été traîné hors de l'ambassade de l'Équateur par un groupe de policiers britanniques. Alors même qu'il était brutalement malmené dans une camionnette de police, Assange a défié ses persécuteurs: «Le Royaume-Uni doit résister à cette tentative de l'administration Trump... Le Royaume-Uni doit résister!»

«L'expulsion d'Assange de l'ambassade et son arrestation sont des crimes sans précédent», a déclaré James Cogan, le secrétaire national du SEP (Australie). «Un journaliste et éditeur, qui n'a commis aucun crime, a vu son droit d'asile suspendu et a été traîné en prison en violation des décisions répétées de l'ONU qui ont confirmé son statut de réfugié politique.»

«L'attaque contre Assange est dirigée contre les droits démocratiques de la classe ouvrière. Elle vise à créer un précédent pour la répression de l'opposition de masse à la guerre, à l'austérité et à la dictature», a ajouté M. Cogan.

«L'arrestation de Julian Assange par une brigade d'intervention de la police métropolitaine est un crime politique dont le gouvernement conservateur de Theresa May et le gouvernement équatorien de Lenin Moreno sont politiquement responsables», a déclaré Chris Marsden, secrétaire national du Socialist Equality Party en Grande-Bretagne.

L'arrestation a eu lieu après que la police a été invitée par l'ambassadeur à l'ambassade de l'Équateur et après ce que le ministre britannique des Affaires étrangères, Sir Alan Duncan, a qualifié de «dialogue approfondi entre nos deux pays». Dans les coulisses, l'administration Trump aux États-Unis orchestre les événements.

«Le Parti de l'égalité socialiste dénonce cette conspiration. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour mobiliser le mouvement de protestation le plus large possible des travailleurs et des jeunes contre les mesures préparatoires visant à extraditer le fondateur de WikiLeaks vers les États-Unis, en violation flagrante du droit international.»

Vers 5h37 du matin, heure de l'est des États-Unis, WikiLeaks a confirmé l'arrestation

d'Assange en envoyant un tweet: «URGENT: L'Équateur a illégalement mis fin à l'asile politique d'Assange en violation du droit international. Il a été arrêté par la police britannique à l'intérieur de l'ambassade équatorienne il y a quelques minutes.»

Quelques minutes plus tard, WikiLeaks a tweeté: «URGENT: Julian Assange n'a pas quitté l'ambassade. L'ambassadeur équatorien a invité la police britannique à l'ambassade et il a été immédiatement arrêté.»

Le ministre britannique de l'Intérieur, Sajid Javid, s'est immédiatement rendu sur Twitter pour déclarer: «Près de sept ans après qu'il soit entré à l'ambassade de l'Équateur, je peux confirmer que Julian Assange est maintenant en garde à vue et qu'il fait face à la justice au Royaume-Uni. Je tiens à remercier l'Équateur pour sa coopération & @metpoliceuk pour son professionnalisme. Personne n'est au-dessus des lois.»

Les accusations en lien avec une mise en liberté sous caution portées contre Assange sont d'ordre politique et ont été résolues il y a des années.

L'objectif évident de la détention du fondateur de WikiLeaks par les autorités britanniques est de faciliter son extradition vers les États-Unis. Cela a été confirmé par les avocats d'Assange, qui ont déclaré qu'il avait été arrêté non seulement pour les fausses violations de la liberté sous caution, mais aussi à la suite d'une demande d'extradition des États-Unis pour des accusations frauduleuses de complot.

L'administration Trump, avec le soutien des démocrates, cherche à poursuivre Assange pour son rôle dans l'exposition par WikiLeaks de crimes de guerre, de surveillance de masse et d'intrigues diplomatiques illégales.

Le régime Moreno a déclaré qu'il avait mis fin à l'asile d'Assange parce qu'il avait violé un «protocole» arbitraire imposé par Moreno en octobre dernier. En violation du droit international, le protocole interdisait à Assange de faire des déclarations politiques, y compris sur son propre sort.

Comme WikiLeaks l'a déclaré à plusieurs reprises, le protocole était un prétexte évident pour violer l'asile d'Assange. Le gouvernement de Moreno a agi comme un vassal de l'administration Trump, soumettant les diplomates équatoriens à un interrogatoire par le département de la Justice américain et espionnant Assange au nom de la CIA.

«Le Parti démocrate collabore pleinement avec l'administration Trump dans cette attaque scandaleuse contre Assange», a déclaré Joe Kishore, secrétaire national du Parti de l'égalité socialiste aux États-Unis. «C'est l'un des principaux objectifs et résultats de la campagne réactionnaire des démocrates contre la Russie. Les arrestations d'Assange et de Chelsea Manning sont des attaques contre les droits démocratiques de tous les travailleurs et doivent être combattues.»

L'arrestation d'Assange a déclenché une répulsion populaire généralisée et une condamnation de la part de journalistes réputés. «L'action de la police britannique qui a littéralement traîné Julian Assange hors de l'ambassade équatorienne et la violation du droit international par le régime équatorien qui a permis cette barbarie sont des crimes contre la justice naturelle la plus élémentaire», a écrit le journaliste australien John Pilger sur Twitter. «C'est un avertissement à tous les journalistes.»

James Cogan, secrétaire national du SEP Australie, a conclu: «Le régime Moreno, le

gouvernement britannique de la première ministre Theresa May et toutes les personnes impliquées dans le complot visant à forcer Assange à quitter l'ambassade ont commis une violation du droit international et ils seront à jamais vus comme des criminels et des bandits.»

«Le SEP fera tout son possible pour mobiliser l'immense soutien qui existe pour Assange. Nous condamnons le gouvernement australien et l'ensemble de l'establishment politique pour avoir abandonné Assange, un citoyen australien, et pour avoir collaboré aux attaques contre ses droits fondamentaux.»

«Aujourd'hui plus que jamais, le SEP va se battre pour construire un mouvement de masse afin de forcer le gouvernement australien à remplir ses obligations envers Assange. Il doit obliger le gouvernement britannique à permettre à Assange de quitter le pays et de retourner en Australie, avec une garantie contre l'extradition vers les États-Unis.»

Le SEP (Australie) organisera des rassemblements le vendredi 12 avril, à 13h à l'amphithéâtre Martin Place à Sydney et à 16h à l'extérieur de la bibliothèque de Melbourne pour exiger que le gouvernement australien intervienne immédiatement pour défendre Assange.

Christine Assange, la mère de Julian et la militante la plus déterminée pour sa liberté, a fait la déclaration suivante pour soutenir les rassemblements: «J'exhorte tous ceux qui se trouvent actuellement en Australie, citoyens ou visiteurs, à assister aux rassemblements de demain pour exiger que le gouvernement australien agisse d'urgence pour protéger Julian et le ramener chez lui. Nous sommes en mode électoral et c'est un très bon moment pour utiliser votre pouvoir.»

Nous appelons tous les travailleurs, les jeunes et les défenseurs des droits démocratiques à y assister.

Oscar Grenfell

Article paru en anglais, WSWWS, le 11 avril 2019

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © Oscar Grenfell, wsws.org, 2019

Articles Par : Oscar Grenfell

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca